

Déclaration du réseau « Non à la guerre - Non à l'OTAN » sur le nouvel agenda OTAN 2030

Le réseau *Non à la guerre - Non à l'OTAN* condamne les propositions pour un nouvel agenda de l'OTAN, exposées dans *OTAN 2030: Unis pour une nouvelle ère*. Ce rapport présente un dangereux plan d'expansion qui augmentera les tensions et les risques de guerre.

Introduction

En 2020, le secrétaire général de l'OTAN, Stoltenberg, a chargé un groupe de 10 « experts » de réfléchir à l'avenir de l'OTAN. Dans leur rapport *OTAN 2030: Unis pour une nouvelle ère*, ils présentent 138 propositions censées aider l'alliance militaire à relever les principaux défis de la prochaine décennie. Le rapport, bien qu'il n'ait pas encore été officiellement adopté par l'OTAN, sera utilisé pour inspirer le prochain sommet de l'OTAN qui se tiendra à Bruxelles plus tard cette année.

Principes de la démocratie

Le document réitère l'affirmation propagandiste selon laquelle l'alliance est basée sur « les principes de la démocratie, de la liberté individuelle et de l'État de droit... pour promouvoir la stabilité et le bien-être dans la région de l'Atlantique Nord ». En réalité, l'histoire de l'OTAN est trempée de sang. L'alliance militaire et plusieurs de ses États membres ont contribué à déclencher des coups d'État et soutenu des dictatures. Ils ont mené des guerres dans le monde entier, déstabilisant des pays tels que l'Algérie, le Vietnam, les Balkans, l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, avec pour conséquences des millions de victimes innocentes et ce qu'on appelle les « États défailants ». Le nouvel agenda continuera la guerre sans fin.

Chine + Russie – ennemis désignés

OTAN 2030 développe une vision du monde en termes de menaces, avec pour objectif principal de légitimer le réarmement et l'expansion militaire mondiale, alors même que l'OTAN et ses États membres sont souvent responsables de nombre de ces menaces. Le rapport utilise un langage hostile stigmatisant la Chine et la Russie en tant que « rivaux systémiques » avec des recommandations qui mèneront à une confrontation croissante. Bien qu'il n'y ait aucune menace immédiate de la part de l'un ou l'autre de ces pays, l'OTAN intensifie sa propagande pour justifier l'augmentation des dépenses militaires, alors même que la pandémie COVID-19 a un impact énorme sur les budgets des gouvernements. *OTAN 2030* regorge d'images désignant l'ennemi, diabolisant avant tout la Russie et la Chine. Des solutions non militaires sans domination ni agression sont impensables pour l'OTAN. Cela vaut y compris pour les défis tels que le changement climatique, la perte de la biodiversité et la protection de l'environnement.

Armes nucléaires, TNP et TIAN

Tout en se déclarant du bout des lèvres en faveur de la maîtrise des armements, le rapport insiste sur la nécessité de la dissuasion et du maintien des armes nucléaires, préconisant la revitalisation des accords de partage nucléaire en tant qu'élément essentiel de la politique de dissuasion de l'OTAN. L'OTAN exige que ses membres s'engagent dans un partage de la charge du nucléaire. Trois membres de l'OTAN, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, possèdent des armes nucléaires et modernisent leurs arsenaux. Cinq membres de l'OTAN, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie, hébergent des armes nucléaires américaines sur leur territoire.

Le réseau *Non à la guerre - Non à l'OTAN* s'oppose à la politique d'armement nucléaire de l'OTAN en violation des engagements de désarmement nucléaire du TNP et condamne la campagne de désinformation de l'alliance contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Un plan doit être élaboré, sur la base de négociations à court terme, pour œuvrer en faveur d'une zone dénucléarisée en Europe, étape importante vers un monde sans armes nucléaires. Les États membres ne devraient pas se laisser intimider par l'OTAN et ses États-membres dotés d'armes nucléaires pour ne pas signer le TIAN. C'est une honte que l'Alliance empêche ses membres d'adhérer au Traité.

UE et OTAN

Bien que certains membres de l'UE s'en tiennent à une politique de neutralité et ne soient pas membres de l'OTAN, le rapport suggère un approfondissement des liens institutionnels avec l'UE dans le domaine militaire. Les capacités de défense européennes indépendantes complémentaires et les actions militaires alignées sur les objectifs de l'OTAN sont encouragées comme contribution au programme de partage des coûts qui renforce la puissance militaire de l'OTAN. L'objectif de dépenser 2% du PIB à des fins militaires est partagé par l'OTAN et l'UE.

Sécurité

Le réseau *Non à la guerre - Non à l'OTAN* rejette l'approche militariste de la sécurité telle qu'exprimée dans le rapport *OTAN 2030* ; cela détourne des milliards de dollars vers l'armement et l'expansion militaire et ne fera qu'augmenter la probabilité d'une confrontation militaire. Notre société a besoin de désarmement, de diplomatie et de coopération, d'investissements dans la santé, les services sociaux et les mesures pour éviter le changement climatique. Seuls un système de sécurité globale comprenant des accords diplomatiques conclus avec la Russie et la Chine sur le désarmement, des mesures de confiance et la coopération économique et politique peuvent apporter une paix juste et durable. L'UE ne doit pas être réduite à n'être qu'une branche de l'OTAN. En collaboration avec ses États membres, elle devrait mener une politique de sécurité autonome, pacifique et démilitarisée, fondée sur les principes de l'Acte final d'Helsinki.

2% du PIB et complexe militaro-industriel

OTAN 2030 confirme que l'OTAN est une alliance de guerre qui sert les intérêts du complexe militaro-industriel, et non ceux du peuple. Elle n'apportera pas de sécurité humaine. Le réseau *Non à la guerre-Non à l'OTAN* appelle à l'abrogation de la norme des 2% pour les dépenses militaires et de l'obligation d'armement (20% des budgets militaires) - décidée de manière antidémocratique lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles. Au lieu de cela, ces ressources doivent être utilisées pour combattre la pandémie du COVID-19 et pour renforcer la sécurité humaine en général. La demande de l'OTAN d'augmenter les dépenses militaires empêche les pays d'investir de manière adéquate dans la santé, les services sociaux et l'action climatique. Le désarmement est le défi central.

Dissolution de l'OTAN et renforcement de l'ONU

Le réseau *Non à la guerre - Non à l'OTAN* continuera d'agir pour la dissolution de l'OTAN. Il s'emploiera à renforcer l'ONU, ainsi que les institutions civiles régionales, dans la recherche de plates-formes internationales compétentes pour le règlement des conflits, la sécurité commune et le développement durable.

En conséquence, le réseau *Non à la guerre - Non à l'OTAN* rejette fermement *OTAN 2030*. En détournant l'attention et les ressources vers la militarisation, *OTAN 2030* empêchera également la communauté internationale d'atteindre les objectifs climatiques urgents de l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030. Nous avons besoin de la solidarité mondiale et d'une coopération internationale pour résoudre nos défis communs: la pandémie, l'urgence climatique et les inégalités. Avec la diplomatie, le désarmement et le développement durable dans le cadre du système des Nations Unies, il n'est nul besoin de cette alliance militaire anachronique dominée par l'hémisphère occidental. Nous continuons d'appeler à la dissolution de l'OTAN.

19 Février 2021.

(Traduction : Alain Rouy)